

BACCALAURÉAT GÉNÉRAL

SESSION 2014

SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

SÉRIE : ES

Obligatoire

DURÉE DE L'ÉPREUVE : 4 heures - COEFFICIENT : 7

L'usage de la calculatrice est strictement interdit.

Dès que ce sujet vous sera remis, assurez-vous qu'il est complet.
Ce sujet comporte 7 pages numérotées de 1/7 à 7/7.

Le candidat traitera au choix soit la dissertation,
s'appuyant sur un dossier documentaire, soit l'épreuve composée.

Dissertation s'appuyant sur un dossier documentaire

Il est demandé au candidat :

- de répondre à la question posée par le sujet ;
- de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;
- de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;
- de rédiger en utilisant le vocabulaire économique et social spécifique et approprié à la question, en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

SUJET

Ce sujet comporte quatre documents.

Les instruments dont disposent les pouvoirs publics sont-ils efficaces pour préserver l'environnement ?

DOCUMENT 1

**Émission de CO₂¹ en grammes pour produire 1 kilowatt heure (kWh)
d'électricité dans l'Union européenne (UE)**

	1990	2000	2008	2009	Évolution en % 2008/2009	Évolution en % 1990/2009
UE à 15	430	349	323	308	-4,8	-28,4
Dont :						
Allemagne	553	494	441	430	-2,4	-22,1
Autriche	245	180	185	163	-11,7	-33,3
Belgique	344	284	249	218	-12,5	-36,7
Espagne	427	430	327	299	-8,5	-30,1
Finlande	227	211	187	205	+9,8	-9,6
France	109	84	87	90	+3,6	-17,7
Italie	575	498	421	386	-8,3	-32,7
Pays-Bas	588	400	392	374	-4,5	-36,4
Royaume-Uni	672	461	490	450	-8,3	-33,1
Suède	48	42	40	43	+7,7	-10,6
12 nouveaux États membres	nd²	517	506	487	-3,7	nd
dont :						
Pologne	641	671	656	640	-2,3	-0,1
République tchèque	596	595	537	514	-4,3	-13,7

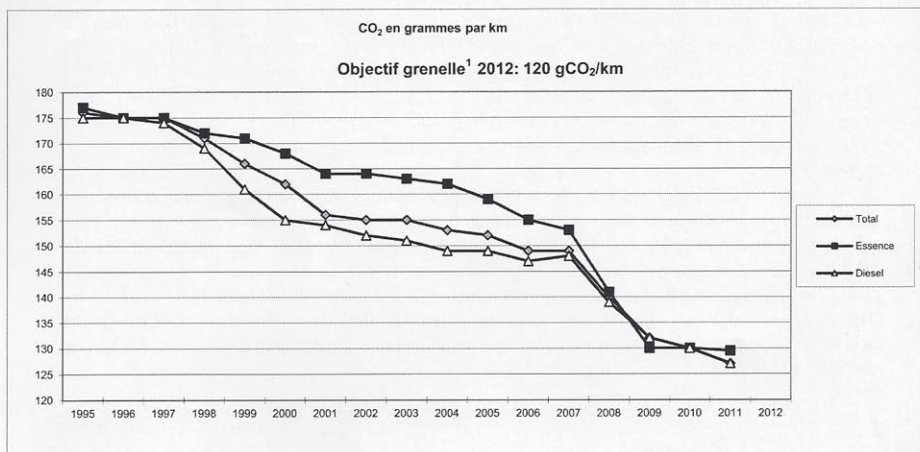
Source : Agence internationale de l'énergie, 2011.

(1) CO₂: le dioxyde de carbone est un gaz à « effet de serre ».

(2) nd : données non disponibles.

DOCUMENT 2

Émission spécifique de CO₂ des voitures vendues



Source : Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie, 2012.

(1) Grenelle : Lancé en juillet 2007, le « Grenelle Environnement » a réuni les représentants de l'État et de la société civile pour prendre des mesures à long terme en faveur de l'environnement et du développement durable.

DOCUMENT 3

Volumes de transactions de quotas européens depuis le lancement du système d'échange de quotas

	Volumes échangés (en millions de quotas)	Valeurs des transactions (en millions d'euros)	Prix moyen du quota (en €)
2005	262	5 400	20,6
2006	828	14 500	17,5
2007	1 458	25 200	17,3
2008	2 731	61 200	22,4
2009	5 016	65 900	13,1

Source : Mission Climat de la Caisse des Dépôts, 2010.

DOCUMENT 4

Depuis 2008, la taxe carbone et la taxe sur l'énergie sont relevées automatiquement chaque année selon l'indice des prix à la consommation. [...]

Globalement on note une réduction des émissions des gaz à effet de serre depuis 1990, et ceci alors qu'il y a eu une augmentation de la production industrielle et du PIB. Selon les prévisions actuelles la Suède doit pouvoir atteindre son objectif national d'une réduction de 4% des gaz à effet de serre par rapport à 1990 pour la période d'engagement 2008-2012. Il existe plusieurs évaluations de l'effet environnemental de la taxe carbone. Selon le Ministère de l'environnement [...] la taxe aurait amené une réduction des émissions de dioxyde de carbone de 15 % en 1995 par rapport à un scénario sans taxe, et selon les estimations réalisées à ce moment-là, il était prévu qu'elle allait apporter une réduction des émissions de 20,25 % en 2000. L'Agence de l'Énergie [...] a évalué les réductions des émissions dans le secteur de l'énergie à 2,5 milliards de tonnes CO₂ en 2005 par rapport à un scénario de référence de fiscalité constante aux niveaux de 1990. Tous les observateurs s'accordent sur le fait que la taxe carbone et les taxes énergétiques ont surtout eu pour effet une utilisation accrue de la biomasse¹ dans les réseaux de chauffage urbain [...]. Il est en effet intéressant de noter que les émissions de dioxyde de carbone du secteur chauffage seul ont été divisées par deux en 2007 par rapport au niveau des émissions en 1990.

Source : « La taxation énergie-climat en Suède », Katrin MILLOCK,
Droit de l'Environnement, Janvier 2010.

(1) La biomasse : La biomasse est l'ensemble de la matière organique d'origine végétale ou animale, par exemple: les biocarburants pour le transport.

Épreuve composée

Cette épreuve comprend trois parties :

1 – Pour la partie 1 (Mobilisation des connaissances), il est demandé au candidat de répondre aux questions en faisant appel à ses connaissances personnelles dans le cadre de l'enseignement obligatoire.

2 – Pour la partie 2 (Étude d'un document), il est demandé au candidat de répondre à la question en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse de présentation du document, de collecte et de traitement l'information.

3 – Pour la partie 3 (Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire), il est demandé au candidat de traiter le sujet :

- en développant un raisonnement ;
- en exploitant les documents du dossier ;
- en faisant appel à ses connaissances personnelles ;
- en composant une introduction, un développement, une conclusion.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Première partie : Mobilisation des connaissances

1. Distinguez compétitivité prix et compétitivité hors-prix.

(3 points)

2. Comment les services collectifs peuvent-ils contribuer à la justice sociale ?

(3 points)

Deuxième partie : Étude d'un document (4 points)

Vous présenterez le document puis vous caractériserez les évolutions du commerce international qu'il met en évidence.

Caractéristiques du commerce international des pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE).

		Pour l'année 2000, en milliards de dollars courants	Variation en % 1985-2000*	Variation moyenne annuelle en % 1985-2000*	Part dans le commerce mondial en %	
					1990	1999
Exportations	Marchandises	4 414	232,3	8,3	74,1	73,2
	Services	1 143	241,4	8,5	81,9	79,4
Importations	Marchandises	4 677	241,2	8,5	75,9	75,8
	Services	1 084	246,3	8,6	76,2	74,8

*Estimations OCDE.

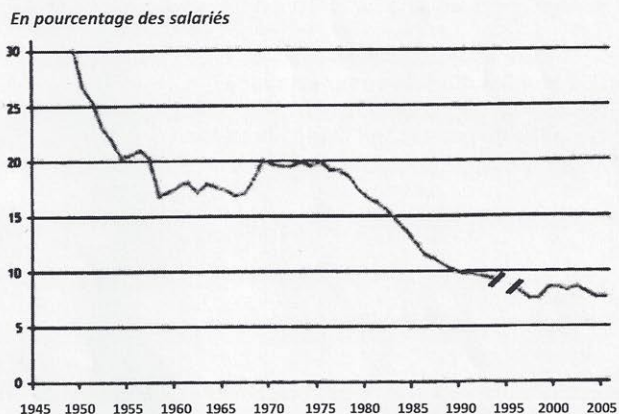
Source : OCDE-Eurostat, *Statistiques de l'OCDE sur les échanges internationaux de services*, 2001 ; FMI, *Balance of Payments Statistics Yearbook*, 2000.

**Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire
(10 points)**

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que les conflits sociaux se sont transformés en France depuis les années 1970.

DOCUMENT 1

Évolution du taux global de syndicalisation depuis 1949*



Champ : salariés des secteurs public et privé.

Source : « Le paradoxe du syndicalisme français : un faible nombre d'adhérents, mais des syndicats bien implantés », *DARES-Premières Synthèses*, avril 2008.

* La rupture de 1994 s'explique par le recours à des sources différentes : de 1949 à 1993 inclus, estimations à partir du nombre de cotisations syndicales ; de 1996 à 2005 inclus, estimations à partir des Enquêtes Permanentes sur les Conditions de Vie des Ménages de l'INSEE.

DOCUMENT 2

En mettant en regard l'évolution des JINT*, le nombre de grèves et le taux de participation, on observe depuis l'après-guerre quatre séquences majeures. La première séquence (1946 - 1950) est marquée par l'ampleur des grèves de 1947, 1948 et 1950. Si leur nombre n'apparaît pas particulièrement important, elles sont vigoureuses, parfois violentes et très suivies, notamment dans les bassins miniers. L'activité gréviste connaît ensuite une stagnation de 1951 à 1962, période qui correspond aux guerres coloniales, notamment la guerre d'Algérie qui pèse fortement sur le climat social. Elle remonte après 1962, la troisième séquence, la plus longue, s'ouvrant avec la grève des mineurs qui, au début de l'année 1963, donne le coup d'envoi d'une nouvelle phase de conflictualité (1964 - 1977) [...]. La quatrième séquence - de 1978 au début des années 2000 - est celle de la contraction des grèves. Leur nombre est très inférieur à celui des années 1960 et 1970 mais il ne descend pas très au-dessous de son niveau des années 1950. Le nombre de participants aux conflits décroît en revanche fortement ainsi que la durée moyenne des grèves, entraînant une baisse importante du nombre de jours de grève. La période qui s'ouvre dans les années 1980 est marquée par deux tendances qui se croisent : d'une part, la baisse brutale du nombre de jours de grève enregistrés dans le secteur concurrentiel ; d'autre part, leur croissance dans la fonction publique.

Source : *La grève*, Guy GROUX, Jean-Marie PERNOT, 2008.

*JINT : journées individuelles non travaillées.

DOCUMENT 3

Les mouvements sociaux classiques portaient avant tout sur la redistribution des richesses, l'accès aux sites de décision. Les NMS¹ mettent l'accent sur la résistance au contrôle social, l'autonomie. Plus qualitatives, leurs revendications sont souvent non négociables : une demande de fermeture de centrale nucléaire ou d'abrogation de lois contre les homosexuels se prête moins à compromis qu'une revendication salariale. Ces revendications comportent une forte dimension expressive, d'affirmation de styles de vie ou d'identités, comme le suggère un terme comme *gay pride*² [...]. C'est par ricochet le *rapport au politique* qui contient une [autre] différence. Dans les mouvements sociaux de la période 1930 - 1960, fonctionne régulièrement un binôme syndicat - parti. La conquête du pouvoir d'État [...] constitue un enjeu central. La valorisation de l'autonomie modifie radicalement les objectifs. Il s'agit désormais moins de défier l'État ou de s'en emparer que de construire contre lui des espaces d'autonomie, de réaffirmer l'indépendance de formes de sociabilité privées contre son emprise.

Source : *Sociologie des mouvements sociaux*, Erik NEVEU, 2005.

(1) NMS : nouveaux mouvements sociaux.

(2) Gay Pride : littéralement « fierté gay ». Marche revendiquant la liberté de l'orientation sexuelle.